



POLITIQUE D'INVESTISSEMENT COMMUNE FLI/FLS

**Adoptée lors de l'assemblée du conseil du
8 mars 2016**

(résolution n° C-16-77)

**Modification adoptée lors de l'assemblée
du conseil du 13 septembre 2016**

(résolution n° C-16-278)

**Modification adoptée lors de l'assemblée
du conseil du 8 janvier 2019**

(résolution n° C-19-15)

**Modification adoptée lors de l'assemblée
du conseil du 25 novembre 2020**

(résolution n° C-20-351)

TABLE DES MATIÈRES

1. FONDEMENTS DE LA POLITIQUE	1
1.1 MISSION DES FONDS.....	1
1.2 PRINCIPE	1
1.3 SUPPORT AUX PROMOTEURS.....	1
1.4 FINANCEMENT	2
2. RÈGLES D'INVESTISSEMENT	2
2.1 LA VIABILITÉ ÉCONOMIQUE DE L'ENTREPRISE FINANCÉE	2
2.2 LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES EN TERMES DE CRÉATION D'EMPLOIS	2
2.3 LES CONNAISSANCES ET L'EXPÉRIENCE DES PROMOTEURS	2
2.4 L'OUVERTURE ENVERS LES TRAVAILLEURS	3
2.5 LA SOUS-TRAITANCE ET LA PRIVATISATION DES OPÉRATIONS.....	3
2.6 LA PARTICIPATION D'AUTRES PARTENAIRES FINANCIERS.....	3
2.7 LA PÉRENNISATION DES FONDS	3
3. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	3
3.1 PROJETS ADMISSIBLES	3
3.2 ENTREPRISES ADMISSIBLES	4
3.3 ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE DU CANNABIS ET DU CHANVRE INDUSTRIEL	5
3.4 SECTEURS D'ACTIVITÉ ADMISSIBLES.....	6
3.5 PLAFOND D'INVESTISSEMENT.....	6
3.5.1 <i>FLS</i>	6
3.5.2 <i>FLI</i>	6
3.5.3 <i>FLI – Volet Relève</i>	6
3.6 TYPES D'INVESTISSEMENT.....	7
3.7 TAUX D'INTÉRÊT	7
3.7.1 <i>Grille de taux suggérés</i>	7
3.7.2 <i>FLI – Volet Relève</i>	8
3.8 MISE DE FONDS EXIGÉE	8
3.9 MORATOIRE DE REMBOURSEMENT DU CAPITAL.....	9
3.9.1 <i>FLI – Volet Relève</i>	9
3.10 PAIEMENT PAR ANTICIPATION	9
3.11 RECOUVREMENT.....	9
4. ENTRÉE EN VIGUEUR.....	10
5. DÉROGATION À LA POLITIQUE.....	10
6. MODIFICATION DE LA POLITIQUE	10
7. SIGNATURES	10
ANNEXE A	10

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT COMMUNE FLI/FLS

Ci-après désignée « **Fonds locaux** »

1. FONDEMENTS DE LA POLITIQUE

1.1 Mission des fonds

La mission des « **Fonds locaux** » est d'aider financièrement et techniquement les entreprises nouvelles et existantes afin de créer et de maintenir des emplois sur le territoire de la MRC.

1.2 Principe

Les « **Fonds locaux** » sont des outils financiers aptes à accélérer la réalisation des projets d'entreprises sur le territoire et, en ce sens, ils interviennent de façon proactive dans les dossiers.

Les « **Fonds locaux** » encouragent l'esprit d'entrepreneuriat et leur tâche de développement consiste à supporter les entrepreneurs dans leur projet afin de :

- créer et soutenir des entreprises viables;
- financer le démarrage, l'expansion ou l'acquisition d'entreprises;
- supporter le développement de l'emploi;
- contribuer au développement économique du territoire de la MRC.

1.3 Support aux promoteurs

Les promoteurs qui s'adressent aux « **Fonds locaux** » sont en droit de s'attendre à recevoir le soutien, les conseils et l'aide technique appropriés à leur projet. À cet égard, la MRC à titre de gestionnaire des « **Fonds locaux** » assure ces services de soutien aux promoteurs.

Le mentorat des projets, surtout dans le cadre d'une entreprise en démarrage, est un excellent moyen d'accroître les chances de réussite et ainsi bonifier un dossier.

1.4 Financement

Les « **Fonds locaux** » interviennent principalement au niveau d'apport de fonds dans les entreprises. Les financements ont généralement pour but de doter ou d'assurer l'entreprise du fonds de roulement nécessaire à la réussite d'un projet.

Les « **Fonds locaux** » peuvent financer les dépenses en capital telles que terrain, bâtisse, équipement, machinerie, matériel roulant, frais d'incorporation et toute autre dépense de même nature à l'exception des dépenses d'achalandage. Ils financent aussi l'acquisition de technologie, de logiciel ou progiciel, de brevet et toute autre dépense de même nature, excluant cependant les activités de recherche et développement.

Les dépenses affectées à la réalisation d'un projet, mais effectuées avant la date de réception de la demande d'aide officielle par la MRC, ne sont pas admissibles. L'aide consentie ne peut servir au fonctionnement d'un organisme (services de base), au financement de son service de la dette, au remboursement du crédit variable, au remboursement d'emprunts à venir ou au financement d'un projet déjà réalisé.

L'aide financière des « **Fonds locaux** » est donc un levier essentiel au financement permettant d'obtenir d'autres sources comme un prêt conventionnel d'une institution financière, une subvention, une mise de fonds ou autre capital d'appoint.

2. RÈGLES D'INVESTISSEMENT

2.1 La viabilité économique de l'entreprise financée

Le plan d'affaires de l'entreprise démontre un caractère de permanence de rentabilité, de capacité de remboursement et de bonnes perspectives d'avenir.

2.2 Les retombées économiques en termes de création d'emplois

L'une des plus importantes caractéristiques des « **Fonds locaux** » est d'aider financièrement et techniquement les entreprises afin de créer et de maintenir des emplois dans chaque territoire desservi.

2.3 Les connaissances et l'expérience des promoteurs

La véritable force de l'entreprise repose sur les ressources humaines. En ce sens, les promoteurs doivent démontrer des connaissances et une expérience pertinentes du domaine ainsi que des connaissances et aptitudes en gestion. Si une faiblesse est constatée, le CIDE s'assure que les promoteurs disposent des ressources internes et externes pour l'appuyer et le conseiller.

2.4 L'ouverture envers les travailleurs

L'esprit d'ouverture des entreprises envers leurs travailleurs et leur approche des relations de travail sont également pris en considération dans l'analyse d'une demande de financement.

2.5 La sous-traitance et la privatisation des opérations

Les « **Fonds locaux** » ne peuvent être utilisés afin d'investir dans des entreprises exerçant des activités visant uniquement la sous-traitance ou la privatisation des opérations ou de certaines opérations qui auraient uniquement pour effet de déplacer une activité économique et des emplois d'une organisation à une autre.

2.6 La participation d'autres partenaires financiers

L'apport de capitaux provenant d'autres sources, notamment l'implication minimale d'une institution financière et la mise de fonds des promoteurs, est fortement souhaitable dans les projets soumis.

2.7 La pérennisation des fonds

L'autofinancement des « **Fonds locaux** » guide le choix des entreprises à soutenir. Pour chaque dossier d'investissement, l'impact sur le portefeuille est analysé dans une perspective d'équilibre et de pérennisation des fonds.

3. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

3.1 Projets admissibles

Les investissements des « **Fonds locaux** » sont effectués dans le cadre de projets de :

- Démarrage
- Expansion
- Acquisition

Projets de consolidation

Les projets de consolidation sont autorisés dans la mesure où l'équilibre du portefeuille des « **Fonds locaux** » le permet. Par contre, en aucun temps, les « **Fonds locaux** » n'interviennent dans une entreprise dont l'équité est négative après le financement du projet.

L'entreprise en consolidation financée par les « **Fonds locaux** » :

- vit une crise ponctuelle et non cruciale;
- s'appuie sur un management fort;
- ne dépend pas d'un marché en déclin ou d'un seul client;
- a élaboré et mis en place un plan de redressement;
- a mobilisé un maximum de partenaires autour de son redressement;
- est supportée par la majorité de ses créanciers.

Projets de prédémarrage

Les projets de prédémarrage sont EXCLUS de la politique d'investissement des « **Fonds locaux** ». Seules les entreprises au stade de la commercialisation sont admissibles.

3.2 Entreprises admissibles

Toute entreprise légalement constituée, faisant affaire sur le territoire de la MRC du Fjord-du-Saguenay et dont le siège social est au Québec, est admissible aux « **Fonds locaux** » pourvu qu'elle soit inscrite au Registre des entreprises du Québec (REQ). En ce sens, toute forme juridique est admissible.

Prêt direct aux promoteurs

Les « **Fonds locaux** » interviennent financièrement seulement dans des entreprises. Par conséquent, les « **Fonds locaux** » ne peuvent être utilisés pour financer directement un individu.

Le Fonds local d'investissement peut intervenir seul, via un prêt personnel, dans le cadre du Programme de relève.

FLI – Relève : vise à aider tout entrepreneur ou groupe d'entrepreneurs désireux d'acquérir une participation significative d'au moins 25 % de la valeur d'une entreprise existante située sur le territoire de la MRC. Seules les dépenses d'acquisition de titres de propriété de l'entreprise visée (actions votantes ou parts), d'acquisition d'actifs de l'entreprise visée et les frais de service professionnels directement liés à la transaction d'acquisition sont admissibles.

Tout projet financé dans ce volet devra s'inscrire dans une démarche visant la transmission de la direction et de la propriété d'une entreprise d'un cédant vers un entrepreneur ou un groupe d'entrepreneurs. Le simple rachat d'une entreprise n'est pas admissible.

L'aide financière est assujettie à l'obligation de l'entrepreneur ou du groupe d'entrepreneurs de travailler à temps plein dans l'entreprise et de demeurer propriétaire d'au moins 25 % de la valeur de l'entreprise pour la durée du prêt. Advenant le défaut de cette obligation, la part du prêt non remboursée devra être remise immédiatement à la MRC.

Organismes à but non lucratif (OBNL)

En ce qui concerne les organismes à but non lucratif (OBNL), créés selon la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, seules les entreprises d'économie sociale sont admissibles aux « **Fonds locaux** » pourvu que celles-ci respectent les conditions décrites à l'annexe « A » jointe à la présente politique.

3.3 Entreprises de l'industrie du cannabis et du chanvre industriel

En ce qui concerne les projets issus de l'industrie du cannabis et du chanvre industriel, les interventions financières régulières telles que le prêt et la garantie de prêt sont autorisées pour :

- Les produits de grade pharmaceutique homologués par Santé Canada ou leurs ingrédients;
- Les activités de recherche et développement avec l'autorisation de Santé Canada;
- Les produits médicaux non homologués par Santé Canada, uniquement pour le chanvre industriel.

En lien avec les projets de l'industrie du cannabis et du chanvre industriel, les interventions financières ne sont pas autorisées pour les produits récréatifs.

Également en lien avec les projets de l'industrie du cannabis, les interventions financières ne sont pas autorisées pour :

- Les produits médicaux non homologués par Santé Canada;
- Les produits du cannabis additionnels, tels que les ingrédients alimentaires, produits alimentaires transformés, produits à usage topique, concentrés, teintures et capsules.

3.4 Secteurs d'activité admissibles

Les investissements des « **Fonds locaux** » se feront sans discrimination en matière de secteur d'activité économique. Toutefois, le document d'analyse présenté au comité d'investissement en développement économique (CIDE) comportera une section permettant d'expliquer l'importance de l'investissement pour le secteur et pour la MRC.

3.5 Plafond d'investissement

Tout en respectant la proportion pour le partage des investissements entre le Fonds local d'investissement (FLI) et le Fonds local de solidarité (FLS), telle que décrit dans la convention de partenariat FLI/FLS :

3.5.1 FLS

Le montant maximal des investissements effectués par les FLS est le moindre des deux montants suivants, soit CENT MILLE DOLLARS (100 000 \$) ou DIX POUR CENT (10 %) des fonds autorisés et engagés des partenaires dans l'actif du FLS, dans une même entreprise ou société ou dans une entreprise ou société ou dans une entreprise ou société du même groupe (groupe ayant le sens conféré par la Loi sur les valeurs mobilières).

3.5.2 FLI

Le montant maximal des investissements effectués par le FLI est fixé à CENT MILLE DOLLARS (100 000 \$). Toutefois, après analyse du dossier, il est possible que l'investissement excède ce montant.

3.5.3 FLI – Volet Relève

Le montant maximal des investissements effectués par le FLI – Volet Relève est fixé à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000 \$) pour un entrepreneur et à CINQUANTE MILLE DOLLARS (50 000 \$) pour un groupe d'entrepreneurs.

3.6 Types d'investissement

Le type d'investissement effectué à même les « **Fonds locaux** » est le prêt avec ou sans garantie. Les investissements sont autorisés pour une période variant de un à sept ans.

Dans le cas d'un projet de relève, les « **Fonds locaux** » peuvent intervenir en offrant un prêt appelé « Fonds générés ». Le capital est remboursable annuellement selon un pourcentage déterminé des fonds générés excédentaires.

Fonds générés excédentaires :

	Bénéfice net
+	Amortissement
-	Versement en capital sur la DLT* reconnue lors de l'investissement
-	Investissements en immobilisations reconnus lors de l'investissement

* *DLT : dette à long terme*

Les intérêts sont payables mensuellement. L'horizon théorique maximal de remboursement est de dix ans.

En aucun cas, les investissements ne peuvent être effectués sous forme de contribution non remboursable (subvention) ou de capital-actions, peu importe la catégorie.

3.7 Taux d'intérêt

Le comité d'investissement en développement économique (CIDE) adopte une stratégie de taux d'intérêt basé sur le principe de rendement recherché. La fixation du taux repose sur l'analyse de cinq différents facteurs, à l'aide de la Grille de détermination du taux de risque fournie par le Fonds local de solidarité FTQ, s.e.c. Après cette analyse, le taux est établi en fonction du niveau de risque attribué à l'investissement selon la grille de taux ci-dessous. Advenant la modification des taux de rendement recherchés, le CIDE devra faire la démonstration que les taux adoptés permettront d'assurer la pérennité des fonds.

3.7.1 Grille de taux suggérés

Calcul du taux d'intérêt

Le taux d'intérêt des investissements est un taux pondéré du taux FLI et du taux FLS calculé ainsi :

- **FLI** : taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins plus 1 %.

- **FLS** : taux de base de 5 % plus une prime de risque et une prime d'amortissement.

Prime de risque

Risque / Type de prêt	Prêt garanti		Prêt non garanti
	Immobilisation de 1 ^{er} rang ou de valeur suffisante	Immobilisation de 2 ^e rang partiel et/ou RDPRM	
Très faible	+ 0 %	+ 0 %	+ 1 %
Faible	+ 0 %	+ 0,5%	+ 1,5 %
Moyen	+ 0.5 %	+ 1,5 %	+ 2,5 %
Élevé	+ 1 %	+ 3 %	+ 4 %
Extrême	+ 2 %	+ 4.5 %	+ 6 %
Excessif	N/A	N/A	N/A

Prime d'amortissement (incluant le moratoire, s'il y a lieu)

Terme du prêt	0 – 24 mois	25 – 36 mois	37 – 60 mois	+ de 60 mois
Prime de terme	0 %	0,5 %	1 %	2 %

Intérêts sur les intérêts

Les intérêts non remboursés à l'échéance porteront intérêt au même taux que le prêt.

3.7.2 FLI – Volet Relève

Le taux d'intérêt des investissements réalisés à l'aide du FLI – Volet Relève est un taux fixe et celui-ci est de 0 %.

3.8 Mise de fonds exigée

Projet de démarrage

Dans le cas d'un projet de démarrage, la mise de fonds du ou des promoteurs doit atteindre au moins 20 % du total du coût du projet. Pour certains dossiers, cette exigence peut être plus ou moins élevée selon la qualité des promoteurs et du projet. Cependant, ce ratio ne

peut être inférieur à 15 %. Exceptionnellement, ce ratio peut être inférieur dans le cadre de projets de jeunes promoteurs.

Entreprise existante

Dans le cas d'une entreprise existante, l'équité de l'entreprise (avoir net) après projet doit atteindre 20 %. Pour certains dossiers, cette exigence peut être plus ou moins élevée selon la qualité des promoteurs et du projet. Cependant, ce ratio ne peut être inférieur à 15 %. Exceptionnellement, ce ratio peut être inférieur dans le cadre de projets de relève par de jeunes promoteurs.

3.9 Moratoire de remboursement du capital

Exceptionnellement et à certaines conditions, l'entreprise pourra bénéficier d'un moratoire de remboursement du capital pour une période maximale de 12 mois à l'intérieur de la durée totale du prêt et portant intérêt au taux précédemment décrit. Toutefois, cette période pourra être plus longue dans le cas de projets d'exportation, de support à la croissance ou d'amélioration de la productivité sans jamais dépasser 24 mois. Par ailleurs, les intérêts sur le prêt demeurent payables mensuellement.

3.9.1 FLI – Volet Relève

L'entreprise bénéficie d'un moratoire de remboursement sur le capital pour les 12 premiers mois du prêt réalisé à même le FLI – Volet Relève.

3.10 Paiement par anticipation

L'entreprise pourra rembourser tout ou une partie du prêt par anticipation en tout temps, moyennant le respect des conditions stipulées dans la convention de prêt.

3.11 Recouvrement

Dans les situations de non-respect des obligations de l'emprunteur envers les « **Fonds locaux** », ces derniers mettront tout en œuvre pour régulariser la situation et, s'il y a lieu, auront recours à tous les mécanismes et procédures légales mis à leur disposition pour récupérer ses investissements.

4. ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente politique entre en vigueur à compter du 13 septembre 2016 et remplace toute autre politique adoptée antérieurement.

5. DÉROGATION À LA POLITIQUE

Le CIDE doit respecter la Politique d'investissement commune FLI/FLS. Il a le mandat de l'appliquer en tenant compte de la saine gestion des portefeuilles. Le CIDE peut demander une dérogation à la MRC en tout temps dans la mesure où le cadre en matière d'investissement du Fonds local de solidarité FTQ, s.e.c., est respecté (annexe « C » de la Convention de crédit variable à l'investissement). Si la demande de dérogation va au-delà de ce cadre, une demande de dérogation doit être effectuée aux deux instances, soit la MRC et le Fonds local de solidarité FTQ, s.e.c. Par contre, en aucun temps les deux critères suivants ne pourront être modifiés :

- plafond d'investissement (article 3.4);
- aucun financement aux entreprises ayant un avoir net négatif après projet.

6. MODIFICATION DE LA POLITIQUE

La MRC et le Fonds local de solidarité FTQ, s.e.c., pourront, d'un commun accord, modifier la convention de partenariat et la politique d'investissement commune pourvu que ces modifications demeurent dans le cadre établi par FONDS LOCAUX DE SOLIDARITÉ, s.e.c., en ce qui concerne le FLS. Si la demande de modification ne provient pas du CIDE, l'une ou l'autre des deux parties pourra consulter le CIDE pour demander avis sur toute modification. Par contre, les modifications ne devront en aucun temps compromettre les notions d'investissement conjoint et de rentabilité des investissements ainsi que le mandat du comité d'investissement commun.

7. SIGNATURES

La présente constitue le texte intégral de la Politique d'investissement commune FLI/FLS adoptée par la MRC.

MAT/mg160303

ANNEXE A

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

En ce qui concerne les organismes à but non lucratif (OBNL) créés selon la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, seules les entreprises d'économie sociale sont admissibles aux « **Fonds locaux** » pourvu que celles-ci respectent les conditions suivantes :

- être une entreprise d'économie sociale respectant les caractéristiques suivantes :
 - production de biens et de services socialement utiles;
 - processus de gestion démocratique;
 - primauté de la personne sur le capital;
 - prise en charge collective;
 - incidence sur le développement local et des collectivités, notamment la création d'emplois durables, le développement de l'offre de nouveaux services et l'amélioration de la qualité de vie;
 - gestion selon une philosophie entrepreneuriale.
- opérer dans un contexte d'économie marchande;
- avoir terminé sa phase d'implantation et de démarrage;
- être en phase d'expansion;
- compter une majorité d'emplois permanents (non subventionnés par des programmes ponctuels); en plus de la qualité des emplois, ceux-ci ne doivent pas être une substitution des emplois des secteurs public et parapublic;
- détenir un avoir net correspondant à au moins 15 % de l'actif total;
- s'autofinancer à 60 % (les revenus autonomes représentent 60 % des revenus totaux et peuvent comprendre les ententes contractuelles et gouvernementales).

Le portefeuille des « **Fonds locaux** » doit être composé d'au plus 25 % d'entreprises d'économie sociale.

Les « **Fonds locaux** » n'interviennent dans aucun projet d'habitation. Par contre, dans le cadre de développement de services aux locataires ou résidents, les « **Fonds locaux** » peuvent financer, par MRC du Fjord-du-Saguenay

exemple, des projets d'achat d'équipement ou de mise en place d'immobilisation permettant un meilleur cadre de vie.

Aussi, les organismes relevant du gouvernement du Québec ou ayant à gérer un programme relevant du gouvernement du Québec ne sont pas admissibles notamment les centres de la petite enfance (CPE), les services de soutien à domicile, les centres de périnatalité, les services éducatifs, l'habitation, les centres locaux de développement (CLD), les carrefours jeunesse-emploi (CJE), les municipalités régionales de comté (MRC) ou l'équivalent.

